



Du 11 au 19 Janvier 2023

En bref

Le peso mexicain **s'est déprécié par rapport au dollar** pour une deuxième journée ce jeudi, et **s'établit à 19 MXN/USD**. Cette évolution s'inscrit dans **le cadre d'un marché préoccupé par l'économie étatsunienne**, suite à la publication des données sur les dépenses de consommation un jour plus tôt.

LE CHIFFRE À
RETENIR

19 MXN

Taux de change MXN-USD ce jeudi 19
janvier 2023

Zoom sur

Les estimations de croissance du PIB de la Banque Mondiale pour 2023 et 2024 rendent compte **d'un léger ralentissement** des économies des Etats de la Caraïbes. Saint-Vincent-et-les-Grenadines et la Dominique conservent des perspectives stables de croissance par rapport à

2022 alors que la reprise économique en 2021 et 2022 n'a pas permis aux économies de ces deux pays de récupérer leur niveau pré-pandémique.

Pays	Évolution annuelle du PIB (%)				
	2020	2021	2022e	2023p	2024p
Bahamas	-23,8	13,7	8,0	4,1	3,0
Barbade	-13,7	0,7	10,0	4,8	3,9
Dominique	-16,6	6,5	5,8	4,6	4,6
Grenade	-13,8	4,7	5,8	3,2	3,0
Sainte-Lucie	-24,4	11,9	8,9	4,4	3,2
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	-5,3	0,7	5,0	6,0	4,8

Mexique

1. ECONOMIE

La Banque centrale du Mexique (Banxico) **augmenterait son taux d'intérêt directeur** le 9 février prochain, de 25 pp (à 10,75 %) , et pourrait le maintenir à un tel niveau durant six mois. La hausse des prix à la consommation ralentissant à peine par rapport à son niveau le plus élevé depuis deux décennies, la banque centrale est susceptible de relever son **taux de référence** d'au moins 25 pp supplémentaire, selon le gouverneur adjoint Jonathan Heath. Il pourrait ainsi se situer entre 10,75 et 11,5 %. A l'instar d'autres banques centrales dans le monde, **Banxico évalue jusqu'où** le cycle de resserrement irait dans la lutte contre **l'inflation**. Au niveau régional, ses homologues du Brésil et du Chili ont déjà interrompu leur phase de resserrement monétaire, en raison de **l'atténuation** des pressions inflationnistes dans ces économies, tandis que la Colombie et le Pérou, ainsi que le Mexique, devraient relever encore leurs taux.

Sommet UE-Canada-Mexique : de la mondialisation à la régionalisation économique ? Le 10^{ème} sommet des leaders nord-américains s'est déroulé la semaine dernière à Mexico. Les présidents Andrés Manuel Lopez Obrador (Mexique), Joe Biden (Etats-Unis) et le Premier Ministre canadien Justin Trudeau ont défini le nouvel agenda diplomatique, économique et politique trilatéral pour la région. Parmi les principaux accords figure la substitution coordonnée des importations, qui marque un changement de paradigme dans le modèle de mondialisation actuel, **témoignant d'une** nouvelle tendance vers une plus grande intégration régionale. En effet, le modèle de mondialisation des 40 dernières années a donné un rôle de premier plan à l'Asie en général, et à la Chine en particulier, et a été la formule privilégiée pour articuler les chaînes de valeur

mondiales. Néanmoins, les perturbations des chaînes d'approvisionnement en vigueur depuis le Covid et le conflit commercial sino-américain modifient les règles de la production manufacturière internationale. Les Etats-Unis cherchent désormais à maintenir leur compétitivité en produisant avec certitude et proximité (*nearshoring*). L'alliance avec le Mexique et le Canada est ainsi en train de devenir fondamentale pour la compétitivité des Etats-Unis.

Selon le cabinet international FocusEconomics, **l'inflation au Mexique se modérerait à 4,9 % en 2023**, et la croissance du PIB serait de 1,1 %. Les prévisions d'inflation ci-avant intègrent des taux d'intérêt directeur qui resteraient élevés toute l'année, supérieurs à 10 %. Le consensus prévoit un ralentissement du PIB à 1,1 % dans un contexte de conditions financières tendues et de ralentissement des Etats-Unis, le principal partenaire commercial du pays.

Les économistes de la banque Citibanamex ont révisé à la baisse leur prévision de croissance **pour l'économie mexicaine en 2023**. Ces derniers estiment une croissance du PIB de +1,4 %, un chiffre bien inférieur à celui intégré par le gouvernement pour le budget de 2023 (à 3 %), ce qui constitue un risque pour les finances publiques. Le déficit budgétaire pourrait notamment atteindre 18 Mds USD. En outre, si le prix du pétrole devient inférieur aux estimations, les recettes pétrolières diminueraient, ce qui obligerait certainement à des ajustements côté dépenses. Enfin, le coût financier de la dette augmenterait de 30 % entre 2022 et 2023.

Selon Gerardo Esquivel, ancien gouverneur adjoint de la Banque centrale du Mexique, le principal obstacle à la croissance économique du **pays serait le manque d'investissement publics et privés**. L'investissement public est très limité pour des raisons budgétaires et l'investissement privé (national et étranger) perd de l'élan. Face à la diminution de l'investissement privé

domestique (en raison d'un environnement des affaires détérioré au regard notamment des incertitudes économiques en vigueur), l'investissement privé étranger pourrait le remplacer et générer un mécanisme d'entraînement. Selon l'ancien vice-gouverneur, la voie de la croissance économique mexicaine passerait par le *nearshoring*, mais pour cela, les investisseurs devraient pouvoir bénéficier de plus de certitudes et de conditions favorables pour apporter leurs capitaux.

L'économiste Omar Mejia Castelazo est nommé gouverneur adjoint de Banxico, remplaçant ainsi Gerardo Esquivel. Ainsi, quatre des cinq membres du Conseil des gouverneurs ont été nommés par le Président Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO). Si l'expertise des membres du Conseil des gouverneurs de Banxico n'est pas remise en question, les marchés financiers émettent des doutes quant à leur capacité à remplir leur mandat, ce qui pourrait affecter la confiance envers l'institution indépendante.

Le gouvernement d'AMLO a décrété une taxe de 50 % sur les exportations de maïs blanc, dans le but de stabiliser son prix et celui de la tortillas. Cette mesure imposée par le gouvernement affecterait non seulement les entreprises et producteurs de maïs blanc, et contrevient également à plusieurs articles du T-MEC. En effet, l'article 2.15 du T-MEC, intitulé « Droits de douane, taxes ou autres impositions sur les exportations », stipule que les droits de douane ne peuvent être appliqués sur les exportations. De plus, selon l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, dont le Mexique est signataire depuis 1986 : pour pouvoir imposer une restriction à l'exportation, le pays doit présenter des preuves d'une pénurie critique et des mesures alternatives envisagées avant d'imposer une restriction.

2. FINANCES PUBLIQUES

En 2022, **les recettes de l'Etat** ont augmenté de **55 % par rapport à l'année précédente**. L'Etat mexicain a enregistré des revenus cumulés de 7 Mds USD pour la contrepartie tirée des contrats d'exploration et d'extraction d'hydrocarbures entre 2015 et le T3 2022. Bien qu'il reste encore un trimestre avant la publication des données définitives de 2022, les recettes de l'Etat ont augmenté de 55 % par rapport à la fin de l'année 2021, où 4,5 Mds USD ont été tirés de ces activités pétrolières.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Manuel Barlett, directeur général de la **Commission fédérale de l'électricité (CFE)** a souligné que les entreprises privées contrôlaient **encore 62 % de la production d'électricité du pays**. Selon lui, la réforme énergétique de l'ex-Président Enrique Pena Nieto a créé des organes de régulation, notamment la Commission fédérale de la concurrence économique (COFECE), qui ont mis en place des règles « étouffantes » pour la CFE. Manuel Barlett dénonce « une persécution permanente » de la COFECE contre la CFE sous couvert de libre concurrence. Toutefois, aujourd'hui le COFECE semble être le parfait antagonisme de toutes les actions entreprises par l'administration AMLO sur les questions énergétiques. Le directeur général a rappelé que des investissements étaient réalisés (à hauteur de 9 Mds USD) pour la construction de 16 nouvelles centrales de production, ce qui représente une capacité de plus de 8000 MW. En outre, l'entreprise s'engage en faveur d'une électricité propre avec la rénovation totale des centrales hydroélectriques ou la centrale solaire pionnière de Puerto Penasco. Enfin, le Secrétaire à l'énergie, Rocio Nahle a indiqué, qu'au cours de l'année 2022, 29 % de l'énergie produite dans le pays était propre.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 19/01
Bourse (IPC)	0,02%	-0,03%	53 218 points
Change USD/MXN	0,32%	-7,13%	18,99
Change EUR/MXN	0,15%	-11,55%	20,39
Prix du baril mexicain	9,11%	-13,74%	69,71

Amérique centrale

Les prévisions de croissance pour 2023 actent un ralentissement net des économies de la zone CA-4, avec un taux de croissance régional prévu entre 2,4 % et 3,2 % selon les différentes institutions. Ce ralentissement économique serait imputable au ralentissement de l'économie américaine, dont les économies de la zone CA-4 dépendent fortement, à travers les flux de remesas, le commerce bilatéral et les IDE. Le Guatemala serait l'économie la plus dynamique en 2023, suivi du Honduras, du Nicaragua et d'El Salvador.

PREVISIONS DE CROISSANCE POUR 2023

	Banque Mondiale	CEPAL	Banque centrale nationale
EL SALVADOR	2,0%	1,6%	2 - 3%
GUATEMALA	3,1%	3,2%	3,5%
HONDURAS	3,1%	2,7%	3,1%
NICARAGUA	2,0%	2,1%	3 - 4%

1. GUATEMALA

Sur les neuf premiers mois de 2022, les flux entrants d'IDE ont atteint **801,7 M USD** (-2,5 % g.a.). Selon la Banque centrale, le premier pays

investisseur sur la période était la Colombie (21,8 % des flux d'IDE), suivie du Mexique (15 %) et des Etats-Unis (15 %). Hors du continent américain, les trois principaux pays investisseurs étaient le Luxembourg (13 %), la Corée du Sud (3,5 %) et les Pays-Bas (3,5 %), les deux pays européens étant cependant souvent de simples canaux pour d'autres sources d'investissement. Ces investissements ont principalement été dirigés vers le secteur financier (26 %), la vente et réparation de véhicules (24 %) et l'industrie manufacturière (19 %). Selon les estimations de l'institution, les flux entrants d'IDE devraient atteindre 1,2 Md USD pour l'année 2022, contre 3,47 Mds USD en 2021 (année marquée par un flux exceptionnel en lien avec le rachat de l'opérateur Tigo). Pour 2023, elle prévoit des flux d'IDE atteignant 1,26 Md USD.

Selon le Ministère de la Santé, les indicateurs liés à la malnutrition infantile ne se sont pas améliorés durant les trois dernières années de mandat du Président Giammattei. Plus de 71 000 nourrissons ont été victimes de ce fléau ces trois dernières années et les décès d'enfants de moins de cinq ans ont augmenté de 11 % en 2022. Avec près de 50 % des enfants souffrant de malnutrition chronique, le Guatemala se hisse au 1^{er} rang des pays les plus touchés en Amérique latine. Pourtant, le budget alloué au plan national de sécurité alimentaire POASAN a augmenté de 88 % en 2022, passant de 692 M USD en 2021 à 1,3 Md USD en 2022. En 2023, le budget attribué à ce programme est de 1,4 Md USD.

Les remesas en 2022 se sont élevées à 18,04 Mds USD, en hausse de 17,9 % par rapport à 2021. Le rythme d'augmentation est cependant moins élevé que l'année précédente, où l'envoi de remesas avait augmenté de 34,9 % par rapport à 2020, en réaction à la pandémie. Pour 2023, la Banque centrale prévoit une hausse de 7,5 % des remesas, à 19,4 Mds USD.

2. EL SAVADOR

Approbation de la loi sur les actifs financiers digitaux par l'Assemblée nationale (62 voix

contre 16). Cette loi avait été présentée aux députés en novembre dernier. Elle prévoit la création d'une agence publique, sous tutelle du Ministère de l'Economie, dédiée à la gestion des fonds publics libellés en bitcoins. Cette agence se chargera entre autres de l'émission de crypto-obligations (« Bono Volcan »), désormais légale.

De janvier à novembre 2022, seul 1,66 % des remesas **envoyées l'ont été sous forme de cryptomonnaie** selon la Banque centrale, soit 116,4 M USD sur les 6,98 Mds USD envoyés sur la période. Depuis que le pays a adopté le Bitcoin comme monnaie officielle au côté du dollar en septembre 2021, les flux de remesas envoyés sous forme de cryptomonnaies ont totalisé 160,98 M USD.

3. HONDURAS

Le budget 2023 de 15,94 Mds, représentant 47 % du PIB, a été approuvé le 13 janvier par les députés, avec 74 voix pour sur 128. Ce montant correspond exactement au projet de budget qui avait été présenté par le Ministère des Finances en septembre dernier. Il est en hausse de 7 % par rapport au budget de l'année précédente (14,9 Mds USD). Au total, 22 % de ce budget sont dédiés aux dépenses d'investissement et 20,3 % au service de la dette. Les Ministères les mieux lotis sont ceux de l'Éducation, de la Santé et de l'Énergie, dont le budget atteint respectivement 1,5 Md USD, 1 Md USD et 888,8 M USD, représentant à eux trois 26,3 % du budget total.

4. NICARAGUA

Les *remesas* se sont élevés à 2,89 Mds USD entre janvier et novembre 2022 (+49,4 % g.a.). Près de 80 % de ces *remesas* provenaient des Etats-Unis, suivis du Costa Rica (7,5 %), de l'Espagne (7,1 %) et du Panama (1,5 %). Ces fonds ont été envoyés

par la diaspora nicaraguayenne, estimée à 1 million de personnes.

En 2022, le montant des exportations nicaraguayennes **s'est élevé** à 3,9 Mds USD, en hausse de 9,8 % par rapport à 2021. Cette dynamique haussière s'explique par la hausse des prix mondiaux des deux principaux postes d'exportation du Nicaragua, l'or brut et le café. Ceux-ci ont ainsi représenté respectivement 936 M USD et 711 M USD, soit 24 % et 18 % des exportations totales, enregistrant une hausse de 6,3 % et 38,4 % par rapport à 2021. Les principaux clients du Nicaragua en 2022 étaient les Etats-Unis (46 % des exportations), suivis d'El Salvador (10 %) et du Costa Rica (5 %).

5. PANAMA

Selon la Superintendance des Banques du Panama, le Centre Bancaire International, place bancaire du Panama a clôturé le mois de novembre 2022 à un niveau record de 140,1 Mds USD d'actifs. Par rapport à novembre 2021, le centre bancaire international a connu une croissance de ses actifs de 5,5 %. La principale composante de ce portefeuille sont les prêts, qui représentent 83,7 Mds USD, à un niveau 12,7 % plus élevé qu'à la même période de l'année dernière.

AES Panama et SGP BioEnergy Holding ont signé un protocole d'accord (MoU) établissant un **partenariat pour assurer le développement d'un projet de bioraffinerie de 7 Mds USD** à proximité de la ville de Colon. Le projet prévoit trois phases pour produire jusqu'à 180 000 barils par jour de biocarburant, ce qui en fait la plus grande raffinerie biologique du monde. La première phase (60 000 barils par jour) devrait être opérationnelle en 2025. Le projet sera développé en partenariat avec par des entités privées, Panama Oil Terminals (Potsa) et le gouvernement du Panama.

L'Autorité Maritime du Panama (AMP) a annoncé que 8 650 navires figurent dans le registre du pays à la fin de 2022, soit 16 % de la flotte mondiale. Le pavillon du Panama occupe la première place des flottes marchandes en pavillon et en tonnage brut au monde.

6. COSTA RICA

Le gouvernement devrait émettre 3 Mds USD d'eurobonds (obligations) sur le marché international en 2023 (dont 1,5 Md USD au premier semestre) à la suite de l'autorisation accordée par l'Assemblée législative le 29 novembre 2022. Le montant maximal approuvé par le parlement costaricien est de 5 Mds USD d'eurobonds d'ici 2025. Ces émissions sont facilitées par le rehaussement par les agences de notation Fitch et Standard & Poor's de leur perspective sur la dette du pays (notée B) de négative à stable en 2022. Le Ministre des Finances a par ailleurs annoncé que le Costa Rica allait rembourser le 26 janvier 2023, 1 Md USD d'obligations placées sur les marchés internationaux (eurobonds 2012).

Caraïbes

1. CUBA

Western Union reprend ses opérations à Cuba. La société américaine *Western Union* a annoncé, mercredi 11 janvier, la reprise des envois de fonds vers Cuba depuis Miami. Les transactions seront effectuées uniquement depuis quelques succursales désignées et seront limitées à 2 000 USD par jour. A Cuba, l'argent sera crédité sur des comptes en devises hébergés par la Banque Populaire d'épargne, la Banque métropolitaine et la Banque de crédit et de commerce. Encore dans une phase pilote, la réouverture des transferts de fonds intervient deux ans après la suspension des opérations à Cuba. Elle fait suite à une décision de Washington d'inclure Fincimex, le partenaire cubain de Western Union, dans une liste d'entités avec lesquelles les personnes soumises à la juridiction étatsunienne n'ont pas

le droit de réaliser des transactions financières directes. Précieux soutien au quotidien de nombreuses familles sur l'île, les *remesas* étaient estimées en 2019 à 3,5 Mds USD par an, dont 90 % en provenance des Etats-Unis.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

A l'occasion de la foire FITUR, la République dominicaine s'affiche à nouveau comme un excellent partenaire dans le secteur touristique. Avec la participation du Ministre du tourisme et de plus de 50 entreprises du secteur, la foire a permis au pays de poursuivre son rôle de référent en matière de tourisme au niveau régional. Cet événement a permis au pays de négocier de nombreux accords avec des partenaires économiques européens, notamment le projet hôtelier Yanuna qui se développera à Macao (Punta Cana) par le Groupe Pioneer. En 2022 la République dominicaine a reçu 8,5 millions de touristes, dont 1,2 millions en provenance d'Europe.

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a autorisé l'utilisation de la réserve légale pour des prêts destinés à la construction et à l'acquisition de logements à faible coût. Dans le but d'avoir un effet multiplicateur sur l'économie dominicaine, le Conseil monétaire de la BCRD a autorisé la réaffectation de 21,4 Mds DOP au secteur de la construction, qui a enregistré une croissance de 0,6 % en glissement annuel sur la période janvier-novembre 2022. En effet, 18,3 Mds DOP seront financés par plusieurs banques, dont 14,7 Mds DOP (équivalant à 80 %) alloués pour l'acquisition de logements et 3,6 Mds DOP (20 %) pour financer des projets du secteur de la construction.

La République dominicaine a présenté ses avancées en matière d'énergie verte lors de l'assemblée générale de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). Une délégation, conduite par le directeur exécutif de

la Commission nationale de l'énergie (CNE), Edward Veras, a participé à l'Assemblée de l'IRENA qui s'est tenue du 13 au 15 janvier dernier dans la ville d'Abu Dhabi. Sous le thème général "Transition énergétique mondiale : l'équilibre global", M. Veras a présenté le schéma d'investissement des énergies renouvelables en République dominicaine ; les progrès des engagements de la loi n° 57-07, sur les incitations pour le développement des sources d'énergie renouvelables ; et l'état d'avancement des divers accords internationaux visant à atteindre 25 % du mix électrique à partir de sources renouvelables.

3. CARAIBES ORIENTALES

La Banque Mondiale a approuvé le financement à hauteur de 40 M USD du projet de santé **régional coordonné par l'Organisation des Etats** de la Caraïbe Orientale (OECS). La Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, l'Agence caribéenne de santé publique et la Commission de l'OECS vont pouvoir utiliser ces fonds pour améliorer les capacités des établissements de santé et des laboratoires, renforcer les systèmes de santé publique et la gestion des urgences et soutenir les objectifs de coordination, gestion et intervention des différentes institutions.

4. SAINTE-LUCIE

Le Premier ministre Philip Pierre a souligné les différentes mesures prises par son administration pour soutenir les citoyens face à **l'inflation importée**. En particulier, la hausse de la rémunération des fonctionnaires, l'augmentation des retraites (de 4 % pour les retraites du privé), le règlement des indemnités pour les employés de la compagnie aérienne LIAT, la mobilisation des fonds de la Banque de Développement des Caraïbes et de la Banque Mondiale, la distribution d'ordinateurs portables pour chaque étudiant du secondaire ou les subventions pour le gaz, l'essence et le panier de produits alimentaires de base.

5. SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

Lors du débat sur le budget 2023, le Premier Ministre Ralph Gonsalves a **rappelé l'importance de mettre en œuvre une réforme du régime de retraite** vincentais, lequel mettrait en péril la **stabilité de l'agence nationale de sécurité sociale** (National Insurance Services). Le déséquilibre financier de ce régime conduira au doublement du niveau de cotisation, le portant de 10 % depuis 2014 à 20 % alors que la moyenne est de 12,8 % dans les Caraïbes. Au-delà, le gouvernement souhaite une réforme de long-terme qui serait mise en application dès 2024 et utiliserait plusieurs leviers : la mise en place d'un **plafond** pour la retraite à 4 300 USD par mois, une baisse de revenus au moment du départ en retraite et une décote progressive du niveau des pensions par année passée à la retraite (- 2 % chaque année pendant les 15 premières années de retraite), une hausse des cotisations, la diminution de 6 % des départs anticipés ou l'accélération du recul de l'âge de départ à la retraite qui serait fixé à 65 ans en 2028.

6. SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIEVES

Lors de l'inauguration de son nouveau gouvernement, le premier ministre de Niéves, **chef de l'opposition fédérale, Mark Brantley a annoncé que la phase de forage de l'exploitation géothermique doit commencer en juin 2023**. Ce projet soutenu par un financement de la Banque de Développement des Caraïbes à hauteur de 17 M USD va entraîner l'**ouverture de trois puits de production et deux puits d'injection**. Le recours à cette énergie offre des pistes concrètes pour l'indépendance et la sécurité énergétique de l'île.

7. BARBADE

La Banque Mondiale a approuvé un prêt en **faveur d'une** politique de relance verte et résiliente de la Barbade de 100 M USD. Ces fonds vont soutenir deux axes principaux : 1) le développement résilient vert et bleu (loi sur la réutilisation de l'eau, politique en matière de

changement climatique et d'agriculture, fonds de durabilité environnementale, gestion des ressources naturelles, notamment hydriques, soutien à la lutte contre la pollution marine) et 2) le développement d'infrastructures à faible émission de carbone, la mise en œuvre de

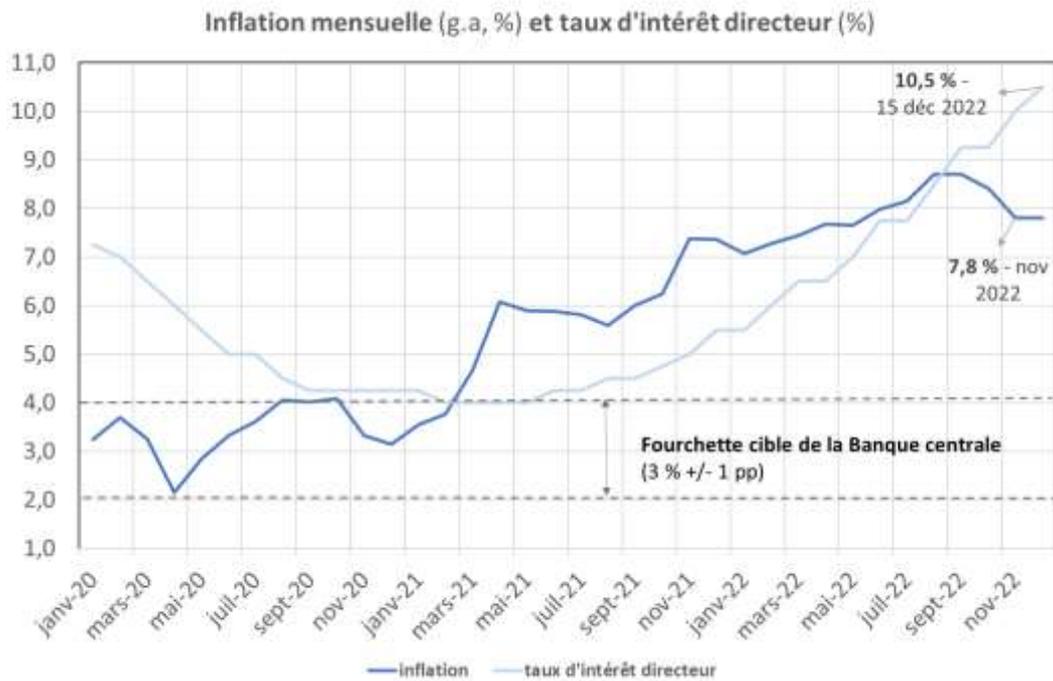
nouvelles normes face aux catastrophes naturelles et en faveur du soutien au développement des énergies renouvelables.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	10,5 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3,75 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	- 1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

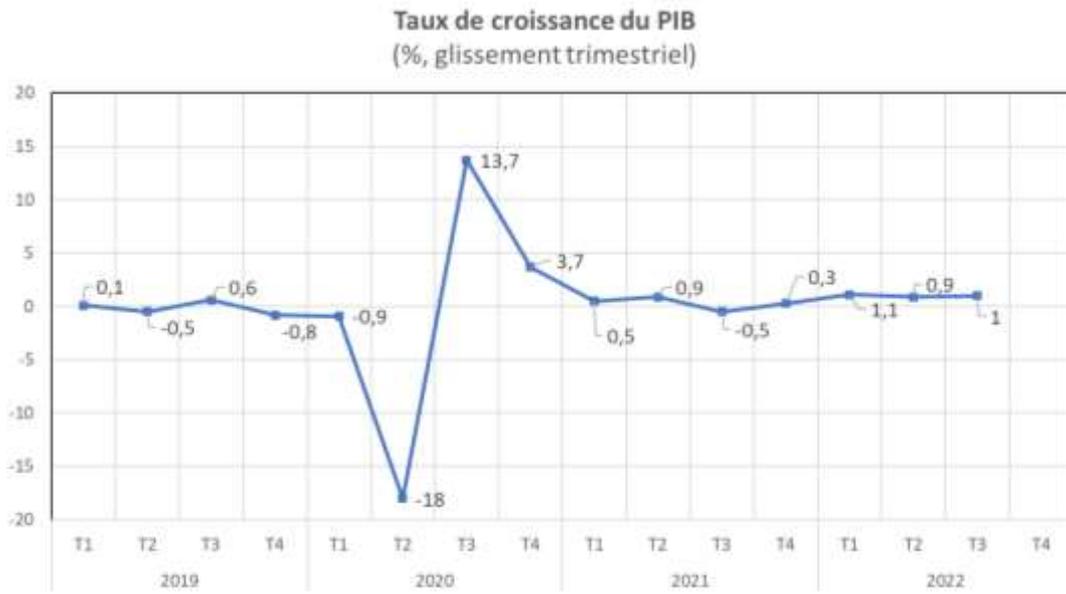
–Annexe Graphique – Mexique –



Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Banque centrale du Mexique

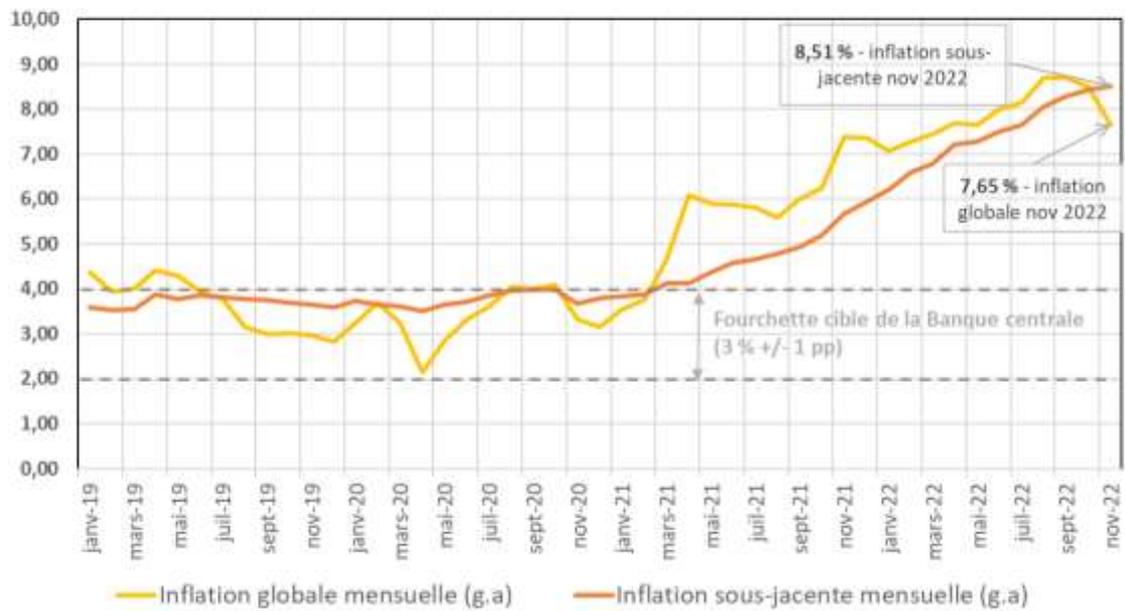


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Banque centrale du Mexique

Inflation globale et sous-jacente mensuelles (% , g.a.)



Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie15